



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Clamart : « On ne déracine pas des enfants » deux élèves menacées d'expulsion, l'école se soulève

**Elles ont grandi ici. Elles pourraient être expulsées.**

Elles s'appellent Eva et Sylvie. Elles sont nées en France, y ont grandi, y vont à l'école, y ont leurs amis. Rien, dans leur quotidien, ne les distingue des autres élèves de l'école Louise Michel. Rien, sauf une décision administrative qui pourrait, du jour au lendemain, les contraindre à : Perdre leur école ; Perdre leurs amis ; Perdre leurs repères.

Nées en France, scolarisées depuis plusieurs années, parfaitement intégrées, elles ne connaissent pas d'autre vie que celle qu'elles ont construite ici.

Leur famille, installée en France depuis 2015, y a trouvé un équilibre fragile mais réel. Leur mère travaille auprès de personnes âgées, paie ses charges, élève ses enfants. Une vie simple, digne, insérée.

Et pourtant, aujourd'hui, tout peut s'arrêter.

Derrière le sigle OQTF, il y a une réalité brutale : celle d'un déracinement. Celle d'enfants projetées dans un pays qu'elles ne connaissent pas, sans attaches, sans repères, sans sécurité.

« Ce sont des élèves sérieuses, investies, à leur place », rappellent les équipes éducatives. À l'école Louise Michel, l'émotion est immense. Et la mobilisation, inédite.

Car ici, ce ne sont pas seulement les adultes qui s'indignent. **Les enfants eux-mêmes se lèvent.** Avec le soutien du périscolaire, **ils fabriquent des banderoles, écrivent des messages, affichent leur solidarité.** Une mobilisation spontanée, rare, qui dit tout de l'injustice ressentie.

Que dit-on à ces enfants ? Que leur amie peut disparaître du jour au lendemain ? Que l'école n'est plus un refuge ?

Au-delà du cas individuel, c'est une question de principe : que vaut, en pratique, l'intérêt supérieur de l'enfant, pourtant consacré par la Convention internationale des droits de l'enfant, si l'on accepte de telles ruptures ?

**Un rassemblement est prévu jeudi 9 avril à 16h30 devant l'école Louise Michel à Clamart.**

Parents, enseignants, enfants, citoyens : toute une communauté refuse de se taire.

« Nous ne lâcherons pas. »

Les représentants de parents d'élèves demandent la suspension immédiate de l'OQTF et un réexamen du dossier pour que ces deux enfants puissent continuer à grandir là où elles ont toujours vécu : ici.

Parce qu'ici, il ne s'agit pas d'un dossier.

Il s'agit de deux enfants, d'une famille...